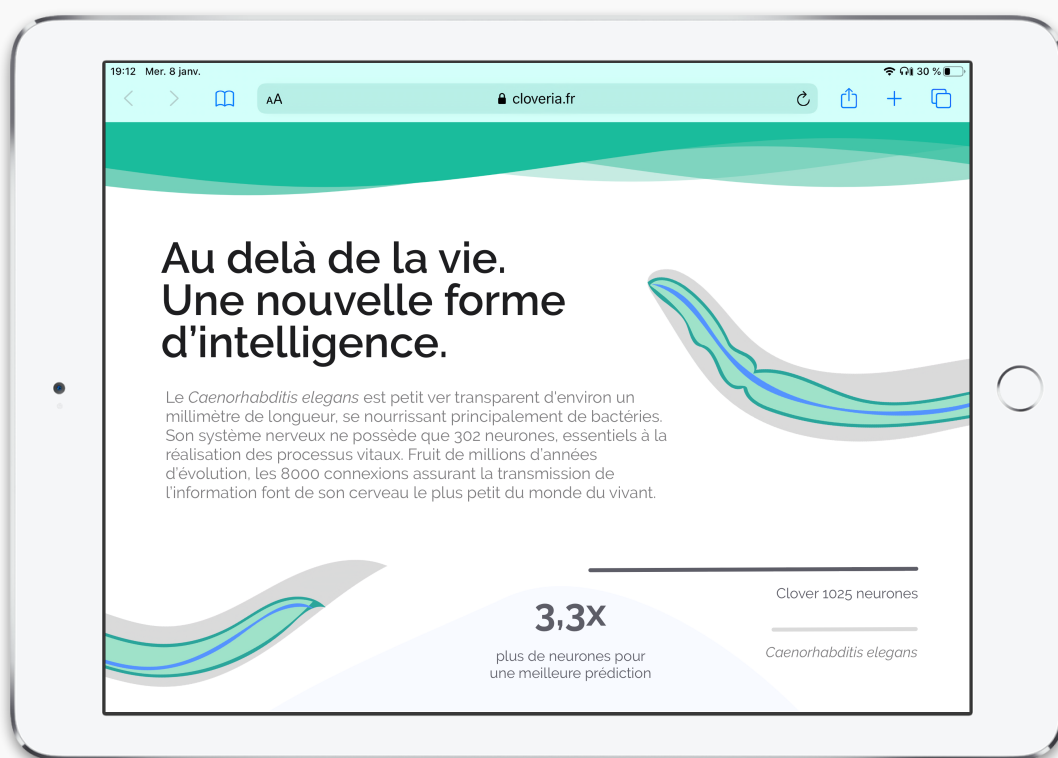


Regard synoptique sur la précarité économique et ses conséquences en France et dans les pays de l'Union Européenne



Clover
Gestion Intelligente de budget

Société Clover Intelligence Artificielle

9 Square Jean Lurçat
91390, Morsang-sur-Orge
France

Proudly compute in France, European Union.

“C’est dans ce qu’elles ont de général et non de particulier que les émotions d’autrui nous importent ; ne peut-on dépersonnaliser celles-ci ? N’est-ce point là précisément l’effort de l’art – et plus spécialement de l’art français ?”

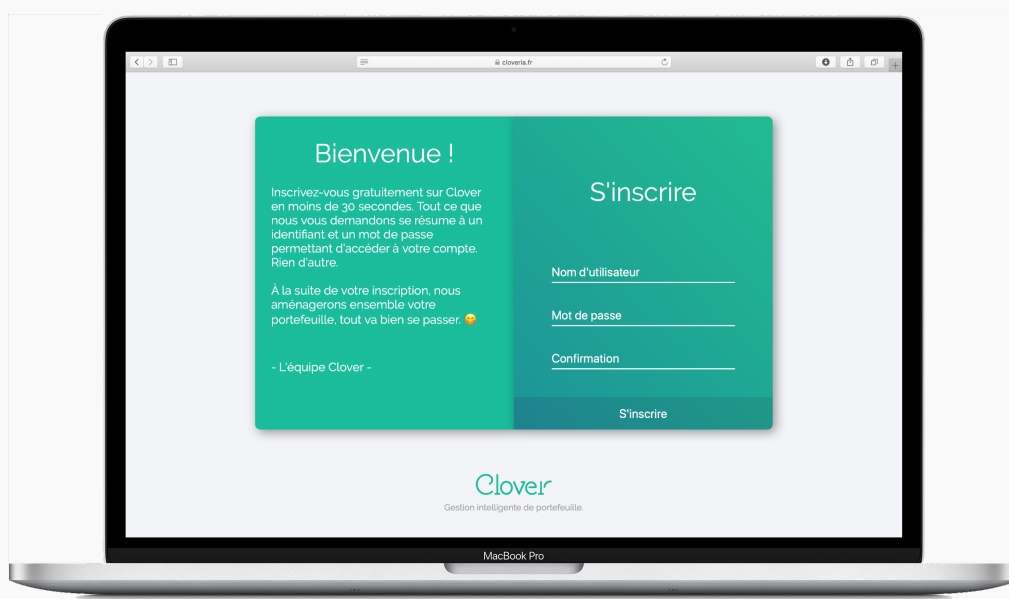
- Réaction à la lettre de Paul Bourget

Analyse de besoins

La notion de **précarité économique** est candidement définissable comme une forte incertitude quant à la conservation ou la récupération d'une situation financièrement acceptable dans un avenir proche. Le Conseil Économique, Social et Environnemental (CESE) interprète la notion comme l'absence d'une ou plusieurs des sécurités permettant aux personnes et aux familles d'assumer leurs responsabilités élémentaires et de jouir de leurs droits fondamentaux. L'insécurité qui en résulte peut être plus ou moins étendue et avoir des conséquences plus ou moins graves et définitives.

En 2016, selon l'Observatoire National de la vie étudiante, 22,7% des étudiants déclarent avoir été confrontés à d'importantes difficultés financières durant l'année précédant l'enquête. 30,3% affirment avoir déjà eu un découvert bancaire, et, selon une étude de l'Insee parue en 2018, 20,8% des élèves et étudiants se situeraient sous le seuil de pauvreté. Toujours selon l'Observatoire national de la vie étudiante, près de 37% des étudiants présenteraient des signes de détresse psychologique graves et la situation ne semble pas s'améliorer avec la conjoncture économico-politique et sanitaire actuelle.

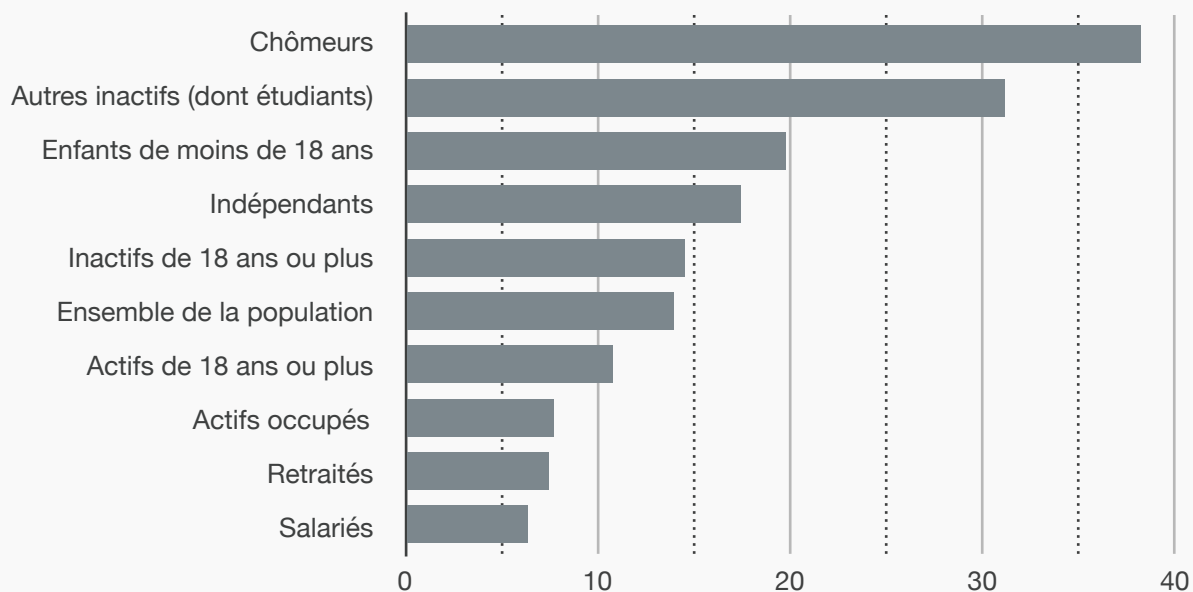
L'insécurité qui en résulte peut être plus ou moins étendue et avoir des conséquences plus ou moins graves et définitives, comme l'ont montré les événements sociaux de décembre 2019 en France. Il s'agissait alors de permettre aux étudiants de mieux prévoir leur budget afin de mieux l'appréhender. On se rend aisément compte, lors d'interrogations collectives, à quel point les étudiants ignorent les flux financiers qui les concernent et ont une **“phobie du compte bancaire”** et une peur du calcul, tâche longue et souvent jugée inutile, pourtant si essentielle dans l'organisation de la vie.



À la rentrée 2009, on dénombrait 2 316 103 étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur en France métropolitaine, et, en 2018-2019, 1 614 900 étudiants sont inscrits dans les universités de France métropolitaine et des Départements et régions d'outre-mer (DROM), effectif en hausse de 1,9% par rapport à la rentrée précédente. La croissance est plus dynamique en cursus licence (+2,7%), le nombre d'étudiants est également en hausse en cursus master (+1%) mais diminue à nouveau en doctorat (-1,8%). La progression des effectifs en cursus licence est essentiellement due à l'arrivée à l'université des bacheliers du boom démographique de l'an 2000, dont le nombre d'inscrits progresse de 7,1% à la rentrée 2018.

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee), le seuil de pauvreté monétaire en France s'élevait à 1026 euros par mois en 2016. Ce chiffre correspond à 60% du niveau de vie médian de la population. Le niveau de vie médian - qui sépare la population française en deux parts égales - était de 1710 euros par mois en 2016. Sur la même période, 8,8 millions de personnes vivaient sous le seuil de pauvreté monétaire. En 2016, le taux de pauvreté était de 14%, en baisse de 0,2 point par rapport à 2015. Cette légère baisse s'explique par la mise en place de la prime d'activité, estiment les experts de l'Insee. Au plus bas, en 2004, le taux de pauvreté français atteignait 12,8%, contre 17,9% en 1970. Malgré cette relative stabilité du taux de pauvreté, le nombre de pauvres a tout de même augmenté d'un million entre 2005 et 2015.

Taux de pauvreté selon le statut d'activité (en %),
2016

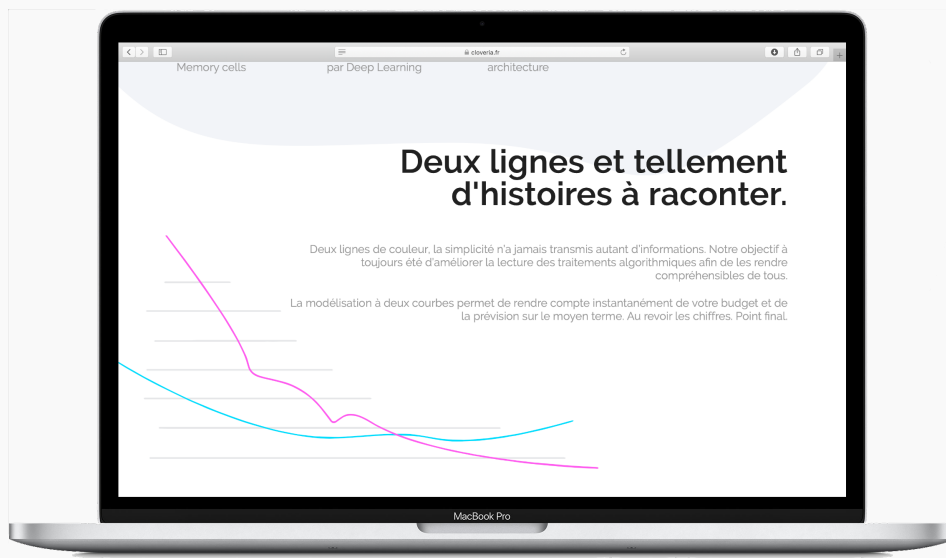


D'après l'Insee, qui s'intéresse à la pauvreté selon la composition familiale, les familles monoparentales sont les plus exposées à la pauvreté: 34,8% d'entre elles étaient considérées comme pauvres en 2016. Leurs membres sont quatre fois plus souvent pauvres que les personnes vivant dans un ménage composé d'un couple avec un ou deux enfants, explique l'institution.

Les travaux de l'Insee permettent également de mesurer le niveau de pauvreté selon le "statut d'activité". En 2016, 38,3% des chômeurs étaient pauvres. Du côté des inactifs de 18 ans ou plus, le taux de pauvreté des retraités est à un niveau faible (7,4%) tandis que celui des autres inactifs (dont les étudiants) atteint 31,1%. Parmi les actifs occupés, les indépendants sont bien plus pauvres (17,5%) que les salariés (6,4%). Le taux de pauvreté des enfants de moins de 18 ans reste à un niveau élevé (19,8%).

Si l'on se penche sur le niveau de pauvreté en fonction de la catégorie socio-professionnelle (CSP), toujours selon les données de l'Insee de 2015, on s'aperçoit que les agriculteurs, artisans, commerçants et chefs d'entreprise sont davantage touchés par la pauvreté que d'autres CSP: leur taux de pauvreté était de 23% en 2015.

Selon le baromètre Ipsos-Secours populaire (2016), plus d'une personne sur cinq (21%) admet avoir du mal à se procurer une alimentation saine lui permettant de manger trois repas par jour, tandis que payer le restaurant scolaire des enfants représente également un obstacle financier pour 19% des personnes.



D'autres données sont également préoccupantes. Ainsi, selon des chiffres de l'Insee de 2012, 6% des ménages français ne peuvent maintenir leur logement à bonne température tandis que 28% se trouvent dans l'impossibilité de se payer une semaine de vacances au moins une fois dans l'année.

Si on prend en compte le seuil à 60% du revenu médian de chaque pays, 17,3% des européens, soit 87 millions de personnes (1 habitant sur 6), vivaient sous le seuil de pauvreté en 2015 selon Eurostat. D'autre part, environ 119 millions de personnes - soit 23,7% de la population de l'Union Européenne - étaient menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale en 2016.

Présentation générale

La matière d'être de la solution repose sur un algorithme de **prévision du comportement** de consommation de l'utilisateur, permettant une confrontation directe en avec ses flux de revenus futurs anticipés, afin d'établir un graphique prévisionnel mettant en lumière la prévision de sa consommation, d'une part, et de ses revenus, d'autre part. L'algorithme dispose en argument de l'ensemble des consommations antérieures sur une base mensuelle et retourne une prédiction du comportement de consommation ajustée sur trois mois. Le quotient de la prédiction sur les revenus permettra d'établir une représentation hypothétique de la situation économique de l'agent sur 90 jours.

$$\frac{\text{Consommation}}{\text{Revenus}} = \Delta$$

On déduit que si $\Delta < 1$, la situation sera favorable à l'agent, ce dernier apparaîtra en mesure d'accroître sa consommation au détriment de son épargne. Par ailleurs, si $\Delta > 1$, il est hautement probable que l'utilisateur consomme postérieurement une valeur excédant ses revenus, se retrouvant ainsi dans une situation de découvert. Dans ce cas, l'enjeu de l'algorithme repose dans l'émission d'une notification incitant un comportement d'épargne à n afin de compenser un déficit de revenus à $n + 1$.



Test de prédiction théorique sur le cours du Bitcoin avant la crise sanitaire du Covid-19